



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau de la réglementation et de l'environnement

A R R Ê T É

Arrêté préfectoral de mise en demeure

SARL GENESTIER
ZI des Bruyères
13 rue Ampère
71000 Mâcon

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

N° 11 - 04128

VU le code de l'environnement, notamment son livre V et les articles L511-1, L514-1 et R543-153 à R543-171;

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 autorisant les établissements GENESTIER à exploiter sur la commune de Mâcon une installation de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage;

VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2006 portant agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage;

VU l'arrêté préfectoral n° 11-02732 du 1er juin 2011 portant prorogation d'agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage;

VU la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 2 septembre 2011;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 16 août 2011 a mis en évidence que les établissements GENESTIER ne respectent pas l'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2006;

CONSIDERANT qu'il importe de veiller à ce que l'élimination et la valorisation des véhicules hors d'usage fassent l'objet d'une surveillance aussi complète que possible en ayant comme objectif essentiel la protection de la santé de l'homme et de l'environnement et l'atteinte des taux de réutilisation, valorisation et recyclage prévus par le code de l'environnement;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE**ARTICLE 1er:**

La société des établissements GENESTIER, dont le siège social est situé 13 rue Ampère - ZI des Bruyères - 71000 MACON est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur la commune de Mâcon à la même adresse, de respecter sous 1 mois à la date de signature du présent arrêté, les dispositions des 1°, 2° et 3° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 17 mai 2006.

ARTICLE 2:

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative, tribunal administratif de DIJON.

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sénateur-maire de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le 08 SEP. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES